

SOLUTIONS LOCALES, URGENCE MONDIALE

LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LES CONFLITS
ET LA FRAGILITÉ DANS LE SAHEL ET LA CORNE DE L'AFRIQUE



La ferme d'Abdulahi Farah Isse (27 ans) en Somalie pendant une sécheresse qui, en cinq mois, a causé la mort d'environ 40 têtes du troupeau de 100 bovins de cet éleveur. Crédit : Petterik Wiggers/Oxfam Novib.

Les effets des changements climatiques, des conflits et de la fragilité convergent de manière particulièrement critique au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, créant des cycles de vulnérabilité qui minent les moyens de subsistance, entraînent des déplacements de population et entravent des systèmes de gouvernance déjà en difficulté. Les événements climatiques extrêmes, conjugués à la faiblesse des institutions et à l'insécurité, touchent particulièrement les femmes, les jeunes et les personnes déplacées. Pourtant, ces mêmes groupes jouent un rôle central dans la résilience : leur leadership et leurs connaissances locales font partie des plus grands atouts de la région en matière d'adaptation, de consolidation de la paix et de médiation. Des évaluations menées par Oxfam dans cinq pays confirment que ces crises sont profondément interdépendantes et se renforcent mutuellement. Le présent rapport de discussion offre des connaissances contextuelles et des recommandations en matière de programmes.

SOMMAIRE

ACRONYMES.....	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	4
INTRODUCTION.....	6
CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE.....	8
ANALYSE CONTEXTUELLE : DYNAMIQUES TRANSVERSALES.....	11
SOLUTIONS ET RÉPONSES LOCALES	13
PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS	16
CONCLUSION.....	21
Notes	22

ACRONYMES

AACJ	African Activists for Climate Justice
CCFV	Commission de conciliation foncière villageoise
COP28	28 ^e Conférence des Parties (à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)
FMNR	Farmer-Managed Natural Regeneration
IKI	Initiative internationale pour la protection du climat (<i>Internationale Klimaschutzinitiative</i>)
AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En 2024 et début 2025, aux côtés de leurs partenaires, des bureaux pays d'Oxfam au Burkina Faso, au Tchad, au Niger, en Éthiopie et en Somalie ont mené des évaluations des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité pour mieux comprendre comment les effets des changements climatiques se conjuguent à ceux de l'insécurité et de la fragilité systémique. Le processus d'évaluation s'est appuyé sur des recherches documentaires, des entretiens avec des informateurs/trices clé-es, des outils participatifs, et des ateliers de validation et a mis les points de vue des communautés au cœur de l'analyse.

D'après les résultats de ces évaluations, les aléas climatiques ne sont pas des chocs environnementaux isolés. L'augmentation des températures, les précipitations irrégulières, les sécheresses récurrentes et les inondations destructrices entravent l'agriculture, l'élevage et la pêche et dégradent les sols et les écosystèmes. Ces aléas entraînent des déplacements de populations et une intensification de la concurrence pour les terres, les ressources en eau, et les zones de pâturage. En outre, ils engendrent une augmentation des populations urbaines à la suite de l'exode rural des éleveurs/euses qui abandonnent les moyens de subsistance traditionnels, ce qui fragilise encore plus les économies et les infrastructures. L'insécurité complique encore plus cet état de fait, car, souvent, la faiblesse des institutions officielles ne leur permet pas de jouer un rôle de médiation dans les différends, ni de fournir des services fiables. Les communautés se tournent alors vers les mécanismes coutumiers, qui peuvent apaiser les tensions mais excluent fréquemment les femmes, les jeunes et les minorités. Par ailleurs, les financements climat restent bien en deçà des niveaux requis, ce qui ne permet pas de répondre aux priorités locales des communautés les plus éloignées des centres de pouvoir.

Les inégalités liées à la triade changements climatiques-conflits-fragilité

Les effets de ces trois phénomènes sont très inégaux. Les femmes et les filles endossent une part plus lourde du fardeau : tandis que les hommes migrent avec le bétail à la recherche d'eau et de pâturages, il incombe aux femmes de gérer le foyer, s'occuper des enfants et assurer l'approvisionnement alimentaire. Ce fardeau accru contraint souvent les femmes à parcourir des distances plus longues et plus dangereuses pour trouver de l'eau ou du carburant, ce qui les expose encore plus aux violences basées sur le genre et aux stratégies d'adaptation nuisibles comme les mariages précoces. Les jeunes sont touché-es par le chômage et la réduction des perspectives, devenant ainsi plus vulnérables aux migrations précaires ou au recrutement par des groupes armés. Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap sont particulièrement marginalisées, tandis que les éleveurs/euses et les agriculteurs/trices sont directement touché-es par la pénurie de ressources, ce qui les expose à une insécurité alimentaire récurrente.

Pourtant, les femmes et les jeunes jouent un rôle essentiel dans le maintien de la résilience et sont des acteurs de premier plan dans les collectives agricoles, les groupes d'épargne, les dialogues de paix et les initiatives de planification locale. Leur contribution, souvent informelle et non reconnue à sa juste valeur, constitue néanmoins un élément essentiel à l'adaptation climatique et à la consolidation de la paix. Dans l'ensemble du Sahel et de la Corne de l'Afrique, les effets des changements climatiques, des conflits et de la fragilité se conjuguent et renforcent les cycles de vulnérabilité. Les déplacements de population dus à la sécheresse exercent une pression accrue sur les communautés d'accueil et génèrent des différends qui entraînent de nouvelles vagues de déplacements. La perte des moyens de subsistance contraint les ménages à recourir à des pratiques nuisibles sur le plan environnemental qui accélèrent la dégradation des ressources. Les inondations détruisent les maisons et les champs et forcent les populations à reconstruire dans des zones encore plus risquées. Faute de systèmes d'alerte efficaces et de bonnes capacités de

planification, les communautés n'ont souvent d'autre choix que de réagir aux crises, au lieu de les anticiper.

Les communautés jouent un rôle essentiel dans la réponse

Malgré ces difficultés, les évaluations montrent que les communautés ne sont pas passives. Elles réagissent activement en élaborant des solutions comme la diversification des moyens de subsistance, la médiation coutumière, les initiatives menées par des femmes et des jeunes et la planification participative. Ces réponses sont souvent fragiles et ne bénéficient pas des ressources suffisantes, mais elles illustrent l'esprit d'innovation et la bonne connaissance du contexte par les communautés et leur volonté d'apporter un soutien. Le processus d'évaluation lui-même a permis de tirer des enseignements importants sur le plan opérationnel, comme la nécessité de créer des groupes de discussion séparés pour veiller à ce que les avis des femmes et des jeunes soient pris en compte, de mettre en place une politique de sauvegarde efficace pour assurer la sécurité des participant-es, ou encore de mener une triangulation continue des résultats obtenus auprès des différentes sources pour renforcer la fiabilité des conclusions.

Les conséquences stratégiques de ces conclusions sont claires : les changements climatiques agissent comme des multiplicateurs de menaces dans les contextes fragiles, ils creusent les inégalités et exacerbent les conflits. Pourtant, comme l'a affirmé Sherri Goodman, les initiatives pour le climat peuvent constituer des multiplicateurs de paix¹ lorsqu'elles sont conçues de manière inclusive et adaptées aux conflits, elles renforcent alors la cohésion sociale et ouvrent des voies pour la coopération. Le renforcement de la résilience des contextes fragiles passe par des stratégies intégrées qui font le lien entre les changements climatiques, la consolidation de la paix, et la gouvernance, tout en permettant aux femmes et aux jeunes de jouer un rôle central dans la conception et la mise en œuvre.

Des programmes de réponse clairs

Pour Oxfam et ses partenaires, la voie à suivre consiste à adopter une approche pratique. Les investissements dans des structures de gouvernance locale inclusives et des mécanismes de médiation fiables, l'élargissement équitable de l'accès à l'eau et aux solutions fondées sur la nature, la prise en compte des dimensions de genre ou encore la participation des jeunes au leadership sont autant de priorités non négociables qui peuvent aider les communautés à faire face aux chocs et à réduire les risques de conflit. Le renforcement de la préparation des communautés et l'intégration de mesures préventives dans les plans d'action locaux et nationaux (notamment pour les crises à déclenchement rapide) sont également essentiels pour protéger les vies et les biens avant l'intensification des chocs. Ces différentes initiatives doivent être coordonnées grâce à des données de meilleure qualité, des systèmes d'alerte précoce et une planification alignée sur l'humanitaire, le développement et la paix, qui relie les priorités locales aux cadres nationaux et aux financements climat. Si nous tirons parti de ces enseignements dès maintenant, nous pourrions mettre en place des programmes plus adaptés aux conflits, des initiatives de plaidoyers plus solides, et des mesures d'adaptation plus justes. La résilience ne sera plus une simple donnée de projet mais un élément qui fait partie intégrante du vécu des populations au Sahel et dans la Corne de l'Afrique.

INTRODUCTION

Au second semestre 2024, les bureaux pays d'Oxfam au Burkina Faso, au Tchad, au Niger, en Éthiopie et en Somalie ont mené des évaluations des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité pour mieux comprendre comment les changements climatiques influencent les dynamiques locales de conflit et aggravent la fragilité systémique. Complétées début 2025, ces évaluations se basaient sur des recherches documentaires, des entretiens avec des informateurs/trices clé-es, des outils participatifs (comme la cartographie des ressources, les calendriers saisonniers, les arbres à problème/solution). En Éthiopie et en Somalie, des ateliers de validation fondés sur les méthodes de pensée en systèmes ont également été mis en place. Cette méthodologie mettait les communautés au cœur des considérations, pour veiller à ce que l'analyse soit fondée sur leur vécu et leurs priorités.

Les résultats révèlent une réalité commune à divers contextes : les aléas climatiques comme les sécheresses, les inondations, les précipitations irrégulières, et l'augmentation des températures ne sont pas seulement des chocs environnementaux isolés. Ils entravent directement les moyens de subsistance, aggravent la concurrence pour les ressources et minent des systèmes de gouvernance fragiles.

Dans les provinces du Lac et de Bahr el-Gazel au Tchad, des sécheresses et des inondations récurrentes intensifient les déplacements de populations et la concurrence violente pour l'eau et les pâturages.² Dans la région Somali de l'Éthiopie, des sécheresses prolongées entraînent une transition du pastoralisme à l'agropastoralisme qui perturbe les rôles de genre et crée de nouvelles vulnérabilités.³ Aux zones frontalières du Niger, les variations climatiques, associées à la présence d'acteurs armés, accroissent la pression sur les ressources locales, exacerbent les risques de tensions intercommunautaires, et perturbent les stratégies d'adaptation des communautés touchées.⁴ Le Burkina Faso est confronté à des dynamiques similaires, les variations climatiques aggravent l'insécurité et l'activité des groupes armés, engendrent des conflits communautaires et forcent les femmes et les jeunes à migrer vers des capitales régionales et à devenir des personnes déplacées internes.⁵ Au Somaliland et en Somalie, des cycles de sécheresses, d'inondations et de déplacements exacerbent la fragilité et minent des systèmes de gouvernance déjà affaiblis.⁶ Dans nombre de régions, ces chocs ont également déstabilisé les marchés locaux et entraîné des baisses importantes de la valeur du bétail, une augmentation des prix alimentaires et une aggravation de l'insécurité alimentaire qui incite les ménages vivant de l'élevage à décapitaliser leur cheptel. Dans l'ensemble des contextes, les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés sont particulièrement touchés, alors même qu'ils jouent un rôle de premier plan dans les efforts locaux d'adaptation et de consolidation de la paix.

En plus de répertorier les risques, les évaluations dégagent des pistes pour renforcer la résilience et la paix. Les communautés sont en train de tester plusieurs solutions comme la diversification des moyens de subsistance, la médiation coutumière et les initiatives de consolidation de la paix menées par des femmes. Les solutions locales sont à la fois innovantes et fondées sur une connaissance approfondie du contexte, ce qui ouvre des perspectives à Oxfam et à ses partenaires pour renforcer l'adaptation, la cohésion sociale et la gouvernance de manière inclusive et adaptée aux conflits.

Le présent rapport de synthèse rassemble les résultats de cinq évaluations pays, il identifie les dynamiques transversales, les solutions menées par les communautés et les recommandations stratégiques. Il a été conçu pour deux raisons : renforcer les formations internes et la planification durable pour des initiatives comme le projet African Activists for Climate Justice (AACJ), et éclairer les initiatives externes de plaidoyer et de collecte de fonds et le positionnement. La consolidation des enseignements tirés dans le Sahel et la Corne de l'Afrique permet de mettre en avant un message central : pour renforcer la résilience dans les contextes fragiles, il faut lutter de concert

contre les impacts climatiques, les conflits et les systèmes de gouvernance, et ne pas les envisager comme des enjeux séparés.

La synthèse offerte par ce rapport vise à aider Oxfam et ses partenaires à renforcer l'élaboration des programmes, le plaidoyer, et le positionnement externe, tout en promouvant des stratégies de durabilité. Par ailleurs, la visée plus large du rapport est d'apporter des contributions dans un domaine de travail situé au croisement des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité qui est en train de devenir un enjeu primordial sur le continent africain.

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

POURQUOI LES IMPACTS CLIMATIQUES, LES CONFLITS ET LA FRAGILITÉ SONT-ILS IMPORTANTS AU SAHEL ET DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ?

Le Sahel et la Corne de l'Afrique font partie des régions où la convergence des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité systémique est la plus alarmante. À l'échelle du continent, 18 des 25 pays les plus vulnérables sur le plan climatique sont aussi touchés par des conflits, et l'ensemble des 37 pays fragiles et touchés par des conflits figurent parmi le dernier quartile des pays les plus vulnérables sur le plan climatique.⁷ Le Sahel et la Corne de l'Afrique illustrent les tristes effets de cette convergence : l'augmentation des températures, les précipitations irrégulières, les sécheresses récurrentes et les inondations destructrices sont en train de détruire les moyens de subsistance et les écosystèmes. Ces chocs exacerbent les inégalités anciennes, aggravent la faiblesse des systèmes de gouvernance et prolongent l'insécurité, piégeant les populations dans des cycles de vulnérabilité.

Les évaluations pays illustrent clairement cet état de fait. Dans les régions du Lac et de Bahr el-Gazal au Tchad, des sécheresses et des inondations ont déplacé plus de 400 000 personnes et engendré des disputes violentes concernant les terres et les ressources en eau.⁸ Dans la région Somali en Éthiopie, des sécheresses prolongées entraînent une transition du pastoralisme à l'agropastoralisme qui perturbe les rôles de genre, alourdit le fardeau des femmes et des filles et exacerbe l'insécurité alimentaire et les risques de protection.⁹ Dans les régions frontalières du Niger, la variabilité climatique, conjuguées à l'activité des groupes armés, accroît les disputes intercommunautaires et mine les stratégies d'adaptation.¹⁰ En Somalie, les aléas climatiques varient en fonction des régions. À Togdheer, les sécheresses sévères et récurrentes sont le principal problème des populations, tandis qu'à Hiran, ce sont les sécheresses et les crues fluviales périodiques qui perturbent les moyens de subsistance et exercent une pression accrue sur les ressources.¹¹ Dans ces deux régions, ces chocs climatiques intensifient la concurrence autour des pâturages et des ressources en eau et alimentent les conflits entre clans. Les épidémies qui touchent fréquemment le bétail et les populations, ainsi que l'afflux de personnes déplacées, viennent aggraver cette situation.

Les femmes, les jeunes et les groupes déplacés sont particulièrement touchés par ces phénomènes. Les femmes et les filles sont confrontées à des risques accrus en allant chercher de l'eau ou du carburant. Les jeunes, dont les perspectives sont de plus en plus réduites, sont susceptibles de répondre à l'appel des groupes armés ou d'entreprendre des migrations précaires. Les personnes déplacées, quant à elles, sont exclues et livrées à la concurrence pour les ressources. Pourtant, ces groupes jouent un rôle central dans le maintien de la résilience et la consolidation de la paix.

La convergence des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité fait du Sahel et de la Corne de l'Afrique des régions essentielles pour comprendre ces phénomènes. Les enseignements tirés du programme AACJ et de projets pilotes lancés dans la Corne de l'Afrique montrent que la résilience ne peut être renforcée si les changements climatiques et les conflits sont abordés comme des enjeux séparés. L'adaptation, la consolidation de la paix et la gouvernance doivent au contraire être envisagées de concert comme des enjeux interdépendants qui évoluent au gré des interactions entre les chocs climatiques, les stratégies d'adaptation et les lacunes des systèmes de gouvernance. L'adoption d'une approche systémique permet d'éviter les analyses partielles et de mieux tenir compte du vécu des communautés touchées. Les interventions climatiques qui négligent les

rapports de force peuvent créer de nouvelles tensions, tout comme les efforts de consolidation de la paix qui ignorent les facteurs de stress climatiques ont souvent du mal à perdurer.

MÉTHODOLOGIE COMMUNE UTILISÉE DANS L'ENSEMBLE DES PAYS

Pour analyser ces dynamiques en profondeur, des bureaux pays d'Oxfam au Burkina Faso, au Tchad, au Niger, en Éthiopie et en Somalie ont piloté l'élaboration d'une méthodologie conjointe en cinq étapes entre la mi-2024 et début 2025. Cette méthodologie visait à assurer suffisamment d'homogénéité pour permettre les comparaisons entre les différents pays, tout en laissant assez de marge de manœuvre pour tenir compte des spécificités locales.

Elle est fondée sur les cinq étapes suivantes :

1. **Recherche documentaire préliminaire** – Examen des données disponibles sur les facteurs de stress climatiques, les dynamiques de conflit et les systèmes de gouvernance.
2. **Entretiens avec les informateurs/trices clé-es** – Implication des leaders locaux, des représentant-es de la société civile, des acteurs étatiques et des expert-es techniques.
3. **Exercices participatifs collectifs** – Utilisation d'outils comme les calendriers saisonniers, la cartographie des ressources des communautés et les arbres à problèmes/solutions pour tenir compte du vécu des communautés et recueillir leurs avis. Des groupes séparés pour les femmes ou les jeunes ont également été créés le cas échéant pour garantir l'inclusion et la sécurité des participant-es, conformément aux principes féministes.
4. **Ateliers de validation** – Les cinq équipes pays ont organisé des ateliers de validation ou des réunions pour recueillir l'avis des communautés et croiser les résultats avec les parties prenantes locales. En outre, l'Éthiopie et la Somalie ont adopté une approche fondée sur la pensée en systèmes pour identifier les boucles de renforcement et valider les résultats avec les communautés, les partenaires et le personnel d'Oxfam.
5. **Rapport final** – Chaque pays a produit une analyse exhaustive qui a été intégrée à cette synthèse.

La méthodologie est fondée sur la rigueur et la participation. Les recherches structurées, associées aux outils locaux, ont permis de recueillir l'avis des communautés aussi bien sur les risques auxquels elles étaient confrontées, que sur les stratégies qu'elles utilisaient déjà pour s'adapter et préserver la paix.

PORTÉE ET LIMITES DES ÉVALUATIONS ET DU RAPPORT

Les évaluations ont été conçues comme des projets pilotes exploratoires. Elles fournissent des renseignements précieux sur la manière dont les impacts climatiques, les conflits et la fragilité interagissent au sein des communautés, mais elles ne sont pas exhaustives. Il convient de souligner plusieurs limites :

- **Portée géographique** : Chaque évaluation portait sur un nombre limité de provinces ou de districts (par exemple, les régions de Koulé et du Centre-Nord au Burkina Faso ; Le Lac et Bahr el-Gazal au Tchad ; la zone de Jarar en Éthiopie ; Diffa, Tillabéri et Tahoua au Niger ; et les régions de Togdheer et Hiran en Somalie). Par conséquent, les résultats sont plus un reflet des réalités locales qu'un tableau global des tendances nationales,

- **Contraintes liées aux données :** Dans les contextes fragiles et précaires, les données quantitatives fiables sont limitées. Les évaluations se sont principalement appuyées sur des données qualitatives, des discussions communautaires, des entretiens avec des expert·es et des observations. Cette perspective permet de fournir des analyses plus approfondies, mais les comparaisons entre les pays sont plus indicatives que fondées sur des statistiques.
- **Sécurité et accès :** Dans plusieurs régions, l'insécurité a restreint les déplacements et limité le travail sur le terrain. Ainsi, l'accès à certaines zones du lac Tchad, à la région de Tillabéri au Niger et à plusieurs localités au Burkina Faso a été limité par l'insécurité, ce qui a contraint les équipes à mener la plupart des entretiens dans les centres urbains.¹²
- **Nature sensible des enjeux :** Les discussions sur les conflits, la fragilité ou la gouvernance ne pouvaient pas toujours être approfondies, car certain·es participant·es ont préféré limiter le nombre de détails pour des raisons de sécurité ou par précaution dans le cadre des échanges sur les sujets sensibles.
- **Contraintes liées à la volonté de synthèse :** Ce rapport reprend exclusivement les cinq évaluations pays et d'autres documents annexes comme la note conceptuelle de l'Initiative internationale pour la protection du climat (IKI). Le rapport ne produit aucune nouvelle donnée de terrain, et les évaluations des politiques nationales n'entraient pas dans son champ d'application.

Malgré ces limitations, la méthodologie participative et l'homogénéité des processus employés dans les cinq différents pays fournissent des preuves solides. Prises ensemble, les évaluations offrent des renseignements précieux sur les schémas récurrents, les dynamiques spécifiques, et les solutions locales qui peuvent nourrir les programmes, le plaidoyer et le positionnement en matière de sécurité climatique.

ANALYSE CONTEXTUELLE : DYNAMIQUES TRANSVERSALES

Les cinq évaluations montrent que les changements climatiques, les conflits et la fragilité sont des phénomènes interdépendants qui se renforcent mutuellement et érodent la résilience dans le Sahel et la Corne de l’Afrique. Quatre grandes dynamiques transversales se dégagent de ces évaluations, elles sont étroitement liées aux domaines dans lesquels les communautés sont déjà en train de mettre au point leurs propres solutions : les moyens de subsistance, la gouvernance, l’inclusion et l’adaptation collective.

DES MOYENS DE SUBSISTANCE SOUS PRESSION

Les chocs climatiques récurrents, comme l’augmentation des températures, les précipitations irrégulières, les sécheresses et les inondations entravent l’agriculture, l’élevage, la foresterie (notamment l’apiculture et les produits forestiers non ligneux ou PFNL) et la pêche. La forte dépendance des systèmes agraires aux pluies et à la disponibilité des ressources naturelles (que ce soit pour la production agricole et animale, la pêche, la chasse ou l’exploitation des PFNL) rend ces moyens de subsistance extrêmement sensibles à la variabilité climatique. Dans de nombreuses régions, des pratiques non durables en matière de récoltes et d’exploitation des terres dégradent encore plus les écosystèmes, elles amplifient les effets des changements climatiques et limitent la capacité des communautés à se relever. Dans l’ensemble du Sahel et de la Corne de l’Afrique, les pertes de récoltes et de troupeaux et la dégradation des sols limitent les perspectives des ménages et contraignent de nombreux foyers à recourir à des stratégies d’adaptation précaires ou nuisibles comme la production de charbon de bois ou les cultures non durables. En Somalie, par exemple, des sécheresses répétées ont décimé les cheptels, à tel point que nombre de familles ne sont plus en mesure d’assurer leur subsistance ou de se remettre des chocs. L’érosion des biens de production, associée à la montée des prix alimentaires et à l’accès limité aux marchés, a endetté les ménages et aggravé la malnutrition, principalement parmi les enfants et les femmes enceintes. Comme l’affirme un-e informateur/trice clé-e de Kongossi : « Cette année, la situation est grave. Les pluies ont commencé tard et se sont arrêtées soudainement. Il n’a pas assez plu en juillet et en août. En septembre, il n’a pas plu du tout. Beaucoup de gens n’ont pas eu de récoltes. En plus, les vents ont détruit nos maisons. »¹³ L’insécurité des moyens de subsistance aggrave à son tour la concurrence, les déplacements et les tensions communautaires.

AFFAIBLISSEMENT DES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE

Les pressions climatiques ne créent pas de nouveaux conflits isolés, mais intensifient plutôt les failles existantes. La fragilité et la faiblesse des systèmes de gouvernance accroissent ces pressions. Dans de nombreuses régions, la disponibilité et l’accès aux services essentiels comme la sécurité, la justice, la santé, le transport, la finance et l’éducation diminuent drastiquement loin des centres politiques et administratifs. Cette présence inégale de l’État est particulièrement visible dans les zones reculées et transfrontalières qui sont devenues des foyers d’insécurité civile et d’expansion des groupes armés. Les pays du Sahel et de la Corne de l’Afrique figurent systématiquement parmi les États les plus fragiles au monde. La concurrence autour des terres, des ressources en eau et des parcours de pâturage est la première cause de conflits liés au stress climatique. L’absence de systèmes de gouvernance, ou le manque de ressources de ces systèmes fournissent un terreau propice pour l’escalade des conflits. Dans la zone de Jarar en Éthiopie, les affrontements répétés entre les villages de Yo’ale et de Daror concernant les terrains de pâturage ont causé cinq décès en 2023. D’après l’évaluation, ces conflits se produisent dans des zones où les institutions officielles sont faibles ou absentes.¹⁴ Dans ces situations, les communautés se tournent vers les mécanismes coutumiers qui offrent une stabilité à court terme mais excluent les femmes, les jeunes ou les minorités, créant ainsi de nouveaux griefs. La fragilité économique,

l'inflation et la faiblesse des infrastructures exacerbent ces vulnérabilités, tandis que les financements climat restent bien en deçà des montants requis. Alors que les chocs se multiplient, même les filets de sécurité traditionnels et les systèmes de soutien communautaires s'érodent, laissant les familles de plus en plus isolées et démunies face aux risques.

Outre les rivalités autour des terres, des ressources en eau et des pâturages, l'extraction des ressources minières dans le cadre de la transition durable mondiale crée de nouvelles pressions. Faute d'une gestion adéquate, ces évolutions risquent de reproduire les schémas d'exclusion, de dégradation environnementale et de conflits déjà observés dans le cadre de la gouvernance des ressources naturelles.

LE RÔLE DES FEMMES ET DES JEUNES

Les effets conjugués du stress climatique et de la fragilité ne sont pas uniformes, et ils se nourrissent mutuellement. Les femmes et les filles endossent une part plus lourde du fardeau et sont plus exposées aux violences basées sur le genre lorsqu'elles parcourent de longues distances se procurer de l'eau ou du bois à brûler, et la destruction des moyens de subsistance aggrave cette situation. Les jeunes sont confronté·es à des taux de chômage élevés et à une réduction des opportunités professionnelles, ce qui les rend plus vulnérables aux migrations précaires ou au recrutement par des groupes armés. Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap sont particulièrement marginalisées, leur mobilité réduite les rend plus vulnérables face aux événements climatiques extrêmes et à l'insécurité. Les déplacements de population et les pertes de moyens de subsistance perturbent également les systèmes éducatifs et sanitaires, ce qui contraint les enfants (en particulier les filles) à quitter l'école et alourdit le travail de soins non rémunéré pour les femmes en raison de la montée des maladies et de la malnutrition. Dans le même temps, les femmes et les jeunes jouent un rôle essentiel dans le maintien de la résilience : les femmes organisent des collectives agricoles et des médiations, et les jeunes contribuent aux dialogues de paix, à la cartographie des ressources et aux comités locaux. Ces contributions sont souvent informelles et non reconnues à leur juste valeur, mais elles montrent l'importance de l'inclusion dans toute solution durable.

LACUNES EN MATIÈRE D'ADAPTATION COLLECTIVE ET DE PLANIFICATION

Les facteurs de stress climatique et l'insécurité se conjuguent et piègent les communautés dans des cycles de vulnérabilités toujours plus graves. Les déplacements dus à la sécheresse augmentent la pression sur les communautés d'accueil et engendrent des disputes qui créent de nouvelles vagues de déplacements. Les pertes de moyens de subsistance poussent les ménages à recourir à des pratiques environnementales nuisibles qui dégradent encore plus les ressources et intensifient l'exode rural. Les inondations détruisent les champs et les maisons, forçant les populations à reconstruire dans des zones encore plus risquées. Par ailleurs, l'absence de planification fiable et de systèmes d'alerte précoces contraint les communautés à réagir aux crises au lieu de les anticiper. Dans de nombreuses régions, le développement limité des infrastructures socio-économiques comme les centres de santé, les écoles et les routes entrave encore plus la résilience des populations locales et aggrave la fragilité, restreignant l'accès aux services et aux opportunités économiques. Les outils participatifs comme les calendriers saisonniers et les exercices de cartographie des ressources ont aidé les communautés à identifier les risques et les solutions. Néanmoins, en l'absence de soutien prolongé, ces outils ne sont pas suffisamment exploités.

Dans l'ensemble, les évaluations aboutissent à un constat commun : les changements climatiques agissent comme un multiplicateur de menaces dans les contextes fragiles. Ils creusent les inégalités et alimentent les conflits, tout en entravant des systèmes de gouvernance déjà affaiblis. Comme l'a affirmé Sherri Goodman, les initiatives pour le climat peuvent constituer des multiplicateurs de paix¹⁵ lorsqu'elles sont conçues de manière inclusive et adaptées aux conflits, elles renforcent alors la cohésion sociale et ouvrent des voies pour la coopération. Les groupes vulnérables, en particulier les femmes, les filles et les personnes déplacées portent la part la plus lourde du fardeau, mais ils font aussi preuve d'innovation dans l'adaptation et la consolidation de la paix. Pour briser ces cycles de vulnérabilité, il faut mettre en place des approches intégrées qui se penchent à la fois sur l'adaptation climatique, la sensibilité aux conflits et la gouvernance inclusive.

SOLUTIONS ET RÉPONSES LOCALES

Bien que les changements climatiques, les conflits et la fragilité engendrent des cycles de vulnérabilités qui se renforcent mutuellement, les cinq études ont également révélé un large éventail d'innovations locales et de réponses menées par les communautés. Ces solutions sont souvent fragiles et ne sont pas dotées des ressources suffisantes, mais elles montrent que les communautés ne sont pas des victimes passives, elles sont déjà en train de s'adapter et d'entreprendre des efforts de médiation et de reconstruction qui fournissent à Oxfam et à ses partenaires des pistes à suivre pour renforcer la résilience. On peut distinguer quatre domaines d'intervention :

STRATÉGIES D'ADAPTATION ET DIVERSIFICATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Face aux chocs répétés, les ménages diversifient leurs moyens de subsistance pour réduire leur dépendance à l'agriculture et à l'élevage pluviaux. Les stratégies employées vont du jardinage potager à petite échelle et du travail occasionnel à la migration et, dans certains cas, à des pratiques nuisibles à l'environnement comme la production de charbon de bois. Ces solutions sont à la fois ingénieuses et risquées : elles assurent la survie immédiate des ménages mais aggravent la dégradation de l'environnement et la fragilité à long terme. Par ailleurs, la diversification des moyens de subsistance est souvent entravée par des obstacles tels que le manque de capital ou de compétences et l'accès aux marchés, rendant de nombreuses solutions non viables sur le long terme et coûteuses sur le plan social et économique. Comme l'explique le membre d'une communauté : « Je ne pouvais même pas assurer ma survie quotidienne. Je savais que la production de charbon de bois était nuisible à la communauté, mais j'ai besoin d'argent pour me nourrir, ma famille en a besoin pour l'instant. »¹⁶

MÉCANISMES COUTUMIERS ET DE GOUVERNANCE LOCALE

Les institutions coutumières et locales restent un acteur central dans la gestion des conflits en l'absence de systèmes étatiques efficaces. Les aîné·es, les leaders religieux et les comités villageois prennent en charge la médiation des différends liés aux terres, aux ressources en eau et aux couloirs de pâturages. Si ces mécanismes de médiation sont souvent efficaces à l'échelle locale et bénéficient de la confiance des communautés, leur portée est limitée. Ils peuvent renforcer les hiérarchies sociales et ne sont pas en mesure d'exercer une contrainte suffisante lorsque les différends s'aggravent. Il est essentiel de coordonner ces mécanismes avec des structures de gouvernances plus formelles pour assurer une médiation durable et équitable.¹⁷

Par exemple : En Éthiopie, la résolution des conflits passe principalement par des mécanismes coutumiers. Les aîné·es et les chef·fes de clan jouent un rôle central dans la médiation des différends liés aux ressources en s'appuyant sur le droit coutumier pour prévenir l'escalade des conflits. Le gouvernement a même fait appel à des aîné·es venu·es de l'étranger pour apaiser des conflits, ce qui montre le rôle fondamental des pratiques coutumières.¹⁸

LES FEMMES ET LES JEUNES COMME AGENTS DE RÉSILIENCE

Toutes les évaluations montrent que, même si les femmes et les jeunes sont particulièrement touchés par les impacts climatiques, les conflits et la fragilité, elles/ils promeuvent l'adaptation et le renforcement des capacités. Les femmes créent des collectives agricoles et des groupes d'épargne comme les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) qui favorisent l'inclusion financière et renforcent la solidarité au sein des communautés. Elles mènent aussi des dialogues de paix locaux et fournissent des renseignements précieux sur l'exploitation des ressources naturelles.

Par exemple : Dans la province du Lac au Tchad, les femmes, souvent qualifiées de « sages », sont très impliquées dans la résolution des conflits.¹⁹ La présidente de la plateforme pour les femmes de Bagasola affirme explicitement que « les femmes, grâce à leurs groupes, apportent un soutien considérable aux autorités locales et sont fortement impliquées dans la gestion des conflits ». ²⁰ Cette participation directe à la médiation et le soutien aux autorités locales montre qu'elles jouent un rôle essentiel dans la consolidation de la paix. Toutefois, dans la province de Bahr el-Gazal du Tchad, les femmes interviennent souvent de manière indirecte dans la résolution publique des conflits, leurs points de vue sont transmis par leur mari ou leurs frères. Ainsi, même si elles jouent un rôle informel, elles exercent néanmoins une influence.²¹

Les jeunes participent à la médiation, à la cartographie des ressources et aux comités de paix. Ces rôles ne sont toujours pas reconnus à leur juste valeur, et la participation des jeunes est souvent informelle et précaire. Toutefois, s'ils sont dotés du soutien adéquat, ils peuvent manifestement aboutir sur des initiatives plus inclusives et plus transformatrices en matière de résilience.

Par exemple : Des jeunes du village de Banakeledaga au Burkina Faso ont participé à la création de calendriers saisonniers et à des exercices de cartographie des ressources dans le cadre de discussions en groupe²². Leur participation à la compréhension et à l'analyse des ressources de leur communauté et des obstacles saisonniers est un moyen concret pour eux/elles de contribuer aux stratégies d'adaptation.

PRATIQUES D'ADAPTATION PARTICIPATIVES

Des outils participatifs comme les calendriers saisonniers, la cartographie des ressources et les arbres à problèmes/solutions sont utilisés non seulement pour répertorier les risques, mais aussi pour élaborer des réponses collectives. Les communautés utilisent ces exercices pour anticiper les sources de conflit, planifier les routes migratoires, identifier les zones sûres et hiérarchiser les mesures d'adaptation comme la collecte d'eau, la conservation des sols et le reboisement. Ces pratiques renforcent l'appropriation collective des solutions et posent les jalons pour faire le lien entre les priorités locales et le soutien externe. Elles offrent un modèle de réponse intégré et flexible qui délaisse l'aide descendante traditionnelle au profit d'une approche multidimensionnelle qui mêle enjeux climatiques, conflits et fragilité.

Par exemple : Au Burkina Faso, les arbres à problèmes/solutions aident les communautés à identifier les besoins prioritaires et à proposer des solutions. Ainsi, pour remédier au faible accès à l'eau pour la production agricole, elles ont élaboré des solutions comme la création de zones d'eau stagnante, la mise en place de réservoirs d'eau pour faire face aux inondations et la plantation d'arbres.²³

Dans les cinq pays, les évaluations révèlent que les réponses des communautés parviennent à concilier adaptation, médiation et innovation, souvent dans le cadre de contraintes sévères. Ces réponses sont fragiles, de portée limitée et parfois non viables sur le long terme, mais elles dégagent des pistes claires pour les acteurs externes. La clé, mais aussi la difficulté, est d'exploiter à plus grande échelle les solutions efficaces, de promouvoir les pratiques durables sur le plan environnemental comme l'agroécologie et les énergies renouvelables, de lutter contre les normes et les pratiques d'exclusion (en particulier la marginalisation des femmes et des jeunes) et de coordonner les réponses locales avec les systèmes plus larges de gouvernance, de consolidation et de la paix

et de financements climat.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS

Les cinq évaluations menées au Burkina Faso, au Tchad, au Niger, en Éthiopie et en Somalie ont non seulement permis d'obtenir des informations précieuses sur les interactions entre changements climatiques, conflits et fragilité, mais aussi de tirer des enseignements pratiques sur la manière dont ces évaluations doivent être menées et la réponse adéquate des programmes. Ce présent chapitre fait le point sur les principaux enseignements tirés à l'issue des processus d'évaluation. Il est suivi par une série de recommandations transversales.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉVALUATIONS

1. ENSEIGNEMENTS MÉTHODOLOGIQUES ET OPÉRATIONNELS

- **Contraintes d'accès et contraintes sécuritaires.** Le travail sur le terrain a été maintes fois entravé par l'insécurité, en particulier dans des régions comme Le Lac et Bahr el-Gazal (Tchad) et certaines parties du Niger. L'accès des équipes dépendait souvent d'autorisations, ce qui entraînait des retards et augmentait le coût de la collecte des données.
- **Limites et spécificité des données.** L'un des défis les plus persistants était le manque de données précises qui faisaient le lien entre changements climatiques et conflits dans les provinces ciblées. Dans de nombreux cas, les équipes de recherche ont dû s'appuyer sur des informations régionales plus larges, ce qui souligne la nécessité de disposer d'analyses plus locales et plus détaillées.
- **Réticence des participant-es et nature sensible des enjeux.** Comme il était question de conflits, de violences et de fragilité, certains membres des communautés hésitaient à participer ou à partager ouvertement leurs expériences et leurs opinions. La garantie d'anonymat et la consolidation de la confiance ont été essentielles pour recueillir des avis honnêtes.
- **La triangulation des résultats augmente leur fiabilité.** Le recoupement des données communautaires avec des recherches documentaires et des entretiens avec des informateurs/trices clés a permis d'améliorer la solidité des résultats. Cette mesure a renforcé la confiance dans les résultats, tant en matière de programmation que de plaidoyer.
- **L'apprentissage continu compte.** L'évaluation montre l'importance de la flexibilité et de l'adaptation. Même lorsque le travail de terrain a connu des revers, la réflexion et les ajustements ont permis de tirer des enseignements qui pourront être mis à profit à l'avenir.

2. ENSEIGNEMENTS EN MATIÈRE D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION.

- **Complexité des dynamiques locales.** Les conflits ne peuvent jamais être expliqués uniquement par les facteurs de stress climatique. Ils sont dus à un ensemble de facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux qui varient en fonction des contextes. Les

explications simplistes risquent de mener à une mécompréhension des causes profondes des conflits, ce qui diminue les chances de résolution.

- **Les outils participatifs se sont avérés efficaces.** La cartographie des ressources communautaires, les calendriers saisonniers et les arbres à problèmes/solutions se sont révélés très utiles pour recueillir les points de vue des femmes, des hommes, des jeunes et des populations déplacées. Ces outils ont donné de la visibilité à des voix diverses et généré des pistes de solutions concrètes.
- **L'inclusivité, la participation et la prise en compte des dimensions de genre sont essentielles.** La création de groupes de discussion séparés pour les femmes et les jeunes s'est avérée essentielle dans des contextes où les normes culturelles auraient autrement eu pour effet de réduire ces groupes au silence. En outre, la participation des communautés d'accueil, des personnes déplacées internes, des autorités locales et des acteurs de la société civile a permis de recueillir des points de vue diversifiés. Cette démarche inclusive a permis de prendre en compte dans l'analyse les points de vue, les besoins et les stratégies d'adaptation de tous les groupes concernés.

RECOMMANDATIONS

D'après les évaluations, il est urgent d'adopter des approches intégrées qui traitent conjointement des risques climatiques, des dynamiques de conflits et de la fragilité. Nous avons identifié sept principaux domaines d'action :

1. RENFORCER LA GOUVERNANCE LOCALE ET LA RÉOLUTION DES CONFLITS :

Les interventions efficaces doivent s'appuyer sur une analyse intégrée de la manière dont les aléas climatiques se conjuguent aux facteurs de conflit et aux vulnérabilités des communautés. Cette analyse multidimensionnelle garantit des programmes qui allient dès le départ les objectifs d'adaptation et la consolidation de la paix. Par exemple, en veillant à ce que les nouveaux systèmes d'irrigation mettent également en place des modalités de gestion de l'eau équitables et inclusives afin de prévenir les conflits. En d'autres termes, les efforts de gouvernance doivent suivre des principes intelligents sur le plan climatique pour la consolidation de la paix, et utiliser des méthodes d'adaptation sensibles aux conflits qui réduisent les vulnérabilités sans créer de nouvelles tensions entre les groupes.

- **Structures traditionnelles** : investir dans des programmes qui renforcent et officialisent les mécanismes coutumiers de résolution des conflits et les comités locaux comme les commissions de conciliation foncière villageoise, les structures de médiation sociale et les commissions foncières communautaires ou locales, si elles existent.
- **Développement des capacités** : proposer aux leaders traditionnels et religieux, aux aîné-es et aux membres des comités des formations en matière de résolution des conflits, de conservation de l'environnement, de négociation et d'approches adaptées aux dimensions de genre, tout en renforçant les capacités organisationnelles afin de promouvoir la participation des femmes et des jeunes à la gestion et à la résolution non violentes des conflits.
- **Plateformes de dialogue inclusives** : créer des plateformes inclusives (notamment des forums communautaires ou des tables rondes) afin de promouvoir des échanges constructifs et le règlement pacifique des conflits entre les différents groupes communautaires, notamment les agriculteurs/trices, les éleveurs/euses, les personnes déplacées internes et les groupes ethniques.
- **Plaidoyer politique** : promouvoir des politiques qui renforcent les modèles de gouvernance locale, garantissent une répartition équitable des ressources et assurent la mise en œuvre de la législation existante relative à la gestion décentralisée des terres et des ressources naturelles.

- **Coopération interétatique** : faciliter la gestion des conflits transfrontaliers et la collaboration afin de mettre en commun les efforts et d'harmoniser les stratégies pour relever les défis communs liés au climat et aux conflits comme les routes de transhumance, notamment grâce à des réunions des commissions mixtes et d'autres plateformes de coordination régionales.

2. AMÉLIORER LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU ET LES INFRASTRUCTURES :

- **Développement des infrastructures** : construire et réhabiliter des points d'eau (forages, barrages, berkeds, réservoirs d'eau) afin d'assurer un accès équitable et un approvisionnement accru pour la consommation humaine et animale, la production agricole et l'élevage.
- **Gestion durable de l'eau** : promouvoir des pratiques de gestion durable de l'eau, comme le recyclage des eaux usées, et favoriser la création ou le renforcement de comités inclusifs de gestion de l'eau.
- **Solutions fondées sur la nature** : améliorer la capacité de rétention d'eau des terres et des systèmes agricoles grâce à des solutions fondées sur la nature (comme l'aménagement de terrasses, le reboisement, ou la restauration des zones naturelles de rétention d'eau).
- **Capacités de maintien locales** : développer les capacités locales, en particulier celles des jeunes, afin d'assurer l'entretien des infrastructures hydrauliques et la réparation des systèmes de pompage.

3. DIVERSIFICATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE :

- **Activités génératrices de revenus** : favoriser la création de diverses activités génératrices de revenus et l'entrepreneuriat/l'emploi pour les femmes et les jeunes. Ce soutien passe notamment par l'organisation de formations sur l'éducation financière ou le développement d'entreprises, et l'amélioration de l'accès aux solutions de microfinancement via des banques de proximité et des coopératives locales d'épargne et de crédit.
- **Agriculture résiliente sur le plan climatique** : encourager les pratiques agroécologiques intelligentes sur le plan climatique, l'utilisation de semences améliorées à cycle court et résilientes sur le plan climatique, l'agroforesterie, les techniques de gestion durable du bétail et la promotion des cultures économes en eau.
- **Développement de systèmes de marché et de la chaîne de valeur** : renforcer les chaînes de valeur agropastorales et pastorales en s'appuyant sur les mécanismes de marché, notamment par l'amélioration de l'accès aux marchés, le renforcement des normes de produits et le soutien aux petits producteurs, en particulier les femmes et les jeunes, afin qu'ils puissent intervenir dans des segments de marché à plus forte valeur ajoutée. La mise en place de chaînes de valeur inclusives peut générer des emplois, augmenter les revenus et renforcer la résilience climatique au sein des économies locales.
- **Élevage traditionnel et moyens de subsistance alternatifs** : suivre une approche multidimensionnelle qui favorise la santé du bétail et sa bonne gestion, améliore les liens avec les marchés et crée des moyens de subsistance alternatifs viables pour les ménages touchés par les pertes d'actifs ou les déplacements.
- **Formations professionnelles** : proposer des formations professionnelles (maçonnerie, couture, agro-industrie, maintenance d'équipements liés aux énergies renouvelables, etc.) et des initiatives de renforcement des compétences aux jeunes afin de lutter contre les taux de chômage élevés et de réduire leur implication dans des activités illicites comme la production de charbon de bois.
- **Sécurité alimentaire et production locale** : subventionner les intrants et les équipements agricoles, renforcer les capacités des producteurs en matière de nouveautés techniques et mettre en œuvre des projets locaux de maraîchage.

4. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES TERRES :

- **Initiatives de reverdissement et de restauration menées par les communautés** : promouvoir les initiatives de reverdissement menées par les communautés et les méthodes de régénération naturelle gérées par les agriculteurs/trices afin que les communautés locales s'approprient

pleinement les processus de restauration. Organiser des campagnes de reboisement, créer des vergers communautaires et des bosquets sacrés, stabiliser les dunes de sable et faciliter la restauration et la réhabilitation des terres agricoles et pastorales dégradées.

- **Harmonisation des systèmes de gouvernance foncière** : travailler aux côtés des leaders traditionnels et des aîné-es de chaque clan afin d'harmoniser les systèmes coutumiers de gestion des terres et de les aligner sur les politiques gouvernementales officielles. Cette harmonisation contribue à réduire les conflits liés à la terre et garantit des initiatives de restauration et d'utilisation des terres adaptées sur le plan culturel, légitimes et acceptées par les communautés.
- **Pratiques durables de gestion des terres** : promouvoir des pratiques de gestion des terres durables et sensibles aux conflits, notamment des systèmes intégrés de production agricole et animale ou la culture d'espèces fourragères résistantes à la sécheresse afin de réduire la pression sur les pâturages naturels, et adopter des sources d'énergie alternatives afin de réduire la dépendance à la production de charbon de bois.
- **Anticipation des nouvelles sources de pression** : renforcer les cadres de gouvernance pour gérer l'extraction minière liée à la transition énergétique mondiale vers les énergies vertes. En l'absence de politiques de sauvegarde, ces activités risquent de reproduire les schémas existants d'exclusion et de conflit. Toutefois, si elles sont déployées dans le cadre d'une planification inclusive, elles peuvent au contraire favoriser un développement équitable et renforcer la résilience des populations.
- **Gestion des couloirs de transhumance** : Tracer des couloirs de transhumance et veiller au respect de ces routes afin de prévenir les conflits entre agriculteurs/trices et éleveurs/euses autour de l'utilisation des terres.
- **Gestion des déchets et économie circulaire** : sensibiliser les populations à la nécessité d'une bonne gestion des déchets et promouvoir les pratiques d'économie circulaire qui encouragent la réutilisation, le recyclage et les solutions durables de transformation des déchets en ressources. Construire et entretenir des systèmes de drainage (gouttières) afin d'atténuer les inondations.
- **Collecte et gestion de l'eau** : élargir l'utilisation des techniques traditionnelles et modernes de collecte de l'eau, comme la construction de *birqas* (citernes souterraines), de *birkas* (étangs de surface) et de barrages de retenue pour collecter et stocker l'eau de pluie destinée à la consommation humaine et animale. Ces pratiques se sont avérées efficaces dans le cadre de projets pilotes. Elles sont essentielles pour renforcer la résilience des communautés face aux sécheresses.

5. DONNÉES, SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET PLANIFICATION INTÉGRÉE :

- **Poursuite des recherches sur les liens entre impacts climatiques et conflits** : Mener des recherches continues sur le climat, les conflits et la fragilité, en s'appuyant sur l'analyse de scénarios prospectifs et en intégrant les savoirs traditionnels aux données scientifiques afin d'éclairer la prise de décision.
- **Alerte précoce et mesures de prévention** : faciliter l'accès aux systèmes de prévisions météorologiques et d'alerte précoce et promouvoir leur utilisation afin d'améliorer les mesures préventives au sein des communautés.
- **Financements des risques de catastrophes** : renforcer l'accès aux mécanismes d'assurance comme l'assurance indexée sur le bétail et l'assurance récolte afin d'atténuer les pertes liées aux chocs climatiques. L'intégration du financement des risques de catastrophe à la planification communautaire peut réduire la vulnérabilité, améliorer la préparation et protéger les moyens de subsistance en cas de crises récurrentes.
- **Planification intégrée** : renforcer les capacités des communautés locales et des décideurs locaux et nationaux à intégrer les données relatives au climat et aux conflits aux plans de développement locaux et à la planification climatique plus large (notamment aux contributions déterminées au niveau national et aux plans d'adaptation nationaux).

6. INCLUSION DE LA DIMENSION DE GENRE ET DES JEUNES :

- **Autonomisation des femmes et des jeunes** : autonomiser les femmes économiquement et socialement, en encourageant leur participation active aux processus décisionnels et aux rôles de leadership au sein de leur communauté.

- **Inclusion financière et groupes d'entraide** : promouvoir les groupes d'entraide et les Associations villageoises d'épargne et de crédit pour poser les jalons de l'autonomisation économique et la résilience collective. Avec le temps, ces groupes peuvent évoluer et devenir des banques communautaires ou des institutions de microfinance, ce qui permettra de remédier aux lacunes financières, de réduire la marginalisation et de renforcer la gouvernance et la cohésion sociale.
- **Mécanismes de protection** : renforcer les systèmes de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre, fournir des espaces sûrs et traiter les risques spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans le cadre de leurs déplacements et de l'approvisionnement en ressources.
- **Implication des jeunes** : créer des programmes pour les jeunes axés sur l'action climatique, la résolution des conflits, les formations professionnelles et les opportunités de leadership afin d'exploiter leur potentiel en tant qu'acteurs du changement.
- **Alphabétisation et éducation** : proposer des formations fonctionnelles d'alphabétisation aux femmes et aux jeunes afin d'améliorer leur accès aux opportunités.

7. APPROCHES FONDÉES SUR LE NEXUS HUMANITAIRE-DÉVELOPPEMENT-PAIX :

- **Analyse conjointe et résultats communs** : les acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix devraient mener des évaluations conjointes des risques et des besoins afin d'identifier les facteurs communs de vulnérabilité et de conflit, comme les cycles de sécheresse et l'insécurité alimentaire (humanitaire), le manque de services et la dégradation des moyens de subsistance (développement), et la concurrence pour la terre et l'eau (paix). Ces analyses devraient déboucher sur des conclusions partagées et des réponses coordonnées.
- **Programmation multisectorielle intégrée** : adopter une approche holistique et multisectorielle qui fait le lien entre adaptation climatique, prévention des conflits et consolidation de la paix, et prend en compte les systèmes alimentaires, sanitaires, éducatifs, de gestion de l'eau et de gouvernance. Promouvoir une approche concertée en matière de mise en commun des ressources et de collaboration entre les différents secteurs afin de renforcer la coordination et de réduire les lacunes en matière de compétences au sein des équipes de mise en œuvre.
- **Financements d'urgence** : créer des fonds de réserve pour réagir efficacement aux urgences et assurer la coordination avec les initiatives humanitaires existantes.
- **Responsabilisation des institutions locales** : renforcer les capacités des autorités locales, des leaders traditionnels et des organisations communautaires à diriger les programmes liés au nexus humanitaire-développement-paix, en veillant à ce que les interventions soient durables et adaptées aux contextes.
- **Coordination multipartite** : créer des forums de coordination multipartites aux niveaux régional et départemental pour réunir des représentant·es du gouvernement et des agences des Nations unies, des membres de la société civile et des communautés afin d'améliorer le partage d'informations, d'éviter les doublons et d'harmoniser les activités entre les différents secteurs de réponse.
- **Approche collaborative en matière de mise en œuvre** : promouvoir la gestion commune des ressources et la collaboration intersectorielle afin de combler les lacunes en matière de capacités entre les équipes chargées de la mise en œuvre.

Dans tout le Sahel et la Corne de l'Afrique, les aléas climatiques s'intensifient, les conflits s'aggravent et la fragilité persiste. Pourtant, les évaluations montrent que les communautés sont loin d'être passives, leurs efforts peuvent et doivent être amplifiés. La clé est d'adopter une approche holistique : associer adaptation, sensibilité aux conflits et gouvernance inclusive, tout en veillant à ce que les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés soient au cœur de la conception et de la mise en œuvre.

CONCLUSION

Les évaluations révèlent indéniablement que dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, les changements climatiques sont à la fois un multiplicateur de menaces et un multiplicateur potentiel de paix. D'une part, ils aggravent les inégalités, exacerbent les conflits et entravent des systèmes de gouvernance déjà fragiles, créant ainsi des cycles de vulnérabilité qui s'alimentent réciproquement et pour lesquels les femmes, les jeunes et les populations déplacées paient le tribut le plus lourd. D'autre part, lorsque les initiatives climatiques sont conçues pour être inclusives et sensibles aux conflits, elles peuvent renforcer la coopération, favoriser la cohésion sociale et ouvrir des perspectives de paix.

Les communautés ne sont pas des victimes passives. Elles font preuve d'innovation et de réactivité et mènent des initiatives d'adaptation locale, de médiation coutumière et de consolidation de la paix dirigées par les femmes. Par conséquent, le renforcement de la résilience et de la paix dans ces contextes passe par l'adoption d'approches intégrées et holistiques qui abordent simultanément l'adaptation aux changements climatiques, la sensibilité aux conflits et la gouvernance inclusive, en mettant l'autonomisation des femmes et des jeunes au cœur de la conception et de la mise en œuvre. Le plus important est de généraliser les solutions locales efficaces et d'intégrer ces solutions communautaires à des systèmes globaux de gouvernance, de consolidation de la paix et de financements climat.

Pour Oxfam et ses partenaires, la voie à suivre est réaliste et à notre portée. Investir dans des mécanismes de gouvernance locale inclusifs et des structures de médiation fiables. Élargir l'accès équitable à l'eau et développer les solutions fondées sur la nature. Favoriser la diversification des moyens de subsistance et la production résiliente sur le plan climatique tout en limitant les stratégies d'adaptation nuisibles. Faire de l'intégration des dimensions de genre et du leadership des jeunes des prérequis non négociables dans la conception et la prise de décision. Enfin, il faut coordonner tous ces efforts grâce à des données de meilleure qualité, des systèmes d'alerte précoce et une planification alignée sur le nexus humanitaire-paix-développement qui relie les priorités communautaires aux cadres nationaux et aux financements.

Si nous mettons dès maintenant ces enseignements en pratique, en amplifiant les initiatives déjà menées par les communautés, en supprimant les pratiques d'exclusion et en dotant les solutions locales de ressources durables, nous aurons des programmes plus sensibles aux conflits, des initiatives de plaidoyer plus solides et des mesures d'adaptation plus justes. C'est ainsi qu'il faut envisager le présent rapport : comme un mandat pratique visant à intégrer les initiatives climatiques, la consolidation de la paix et la gouvernance, afin que la résilience ne soit plus une simple donnée de projet mais un élément qui fait partie intégrante du vécu des populations. Pour cela, il faut abandonner les réponses isolées pour adopter des approches systémiques qui reconnaissent que les différents domaines d'action interagissent et se renforcent mutuellement. L'adoption d'une approche systémique permet d'identifier les points d'intervention stratégiques où l'action climatique peut à la fois réduire les risques et agir comme un multiplicateur de paix, faisant ainsi de l'adaptation un facteur de coopération plutôt qu'une source de conflit.

Ces conclusions reflètent les débats politiques mondiaux. Lors de la COP28, les gouvernements ont approuvé la Déclaration sur le climat, l'aide humanitaire, la relance et la paix, ce qui illustre la reconnaissance croissante du lien entre impacts climatiques, conflits et fragilité. Pourtant, les financements climat restent bien en deçà des besoins, et les États fragiles et touchés par des conflits sont systématiquement laissés pour compte. L'intégration de la résilience locale aux engagements mondiaux montre qu'il est urgent à la fois d'intensifier l'action climatique et de la concevoir délibérément comme un vecteur de consolidation de la paix.

NOTES

- ¹ S. Goodman. (2024). Discours : *Moving From Climate Change as a 'Threat Multiplier' to Climate Action as a 'Peace Multiplier'*. Wilson Center. Consulté en septembre 2024. <https://www.wilsoncenter.org/article/keynote-address-moving-climate-change-threat-multiplier-climate-action-peace-multiplier>.
- ² Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité au Tchad Rapport interne.
- ³ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité en Éthiopie Rapport interne.
- ⁴ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité au Niger Rapport interne.
- ⁵ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité au Burkina Faso Rapport interne.
- ⁶ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité en Somalie Rapport interne.
- ⁷ M. Weber et al. (2023). Changements climatiques et foyers de conflits dans le monde. Consulté en septembre 2024. https://defenseclimat.fr/wp-content/uploads/2023/06/Note_Foyers-conflits_monde_FR-1.pdf
- ⁸ En 2024, une inondation sévère a touché près de 2 millions de personnes au Tchad, notamment des personnes réfugiées et des populations déplacées dans les provinces du Lac et de Bahr el-Gazal Les inondations exacerbent les effets des sécheresses persistantes et aggravent les déplacements de population et les pertes des communautés agricoles et des éleveurs/euses. See J. Davatzes. (2024). *Catastrophic Flooding and its Impact on Displaced People in Chad*. Wilson Center. Consulté en 2024. <https://www.wilsoncenter.org/article/catastrophic-flooding-and-its-impact-displaced-people-chad>
- ⁹ Dans les régions de Somali et de Borana en Éthiopie, des sécheresses récurrentes ont dévasté les moyens de subsistance des éleveurs/euses et entraîné des pertes importantes de bétail et des déplacements significatifs. D'après les estimations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 68 866 foyers, soit 372 000 personnes, ont été déplacés à Borana, tandis que la région Somali a été confrontée à des centaines de milliers de nouveaux déplacements de population en 2023 à la suite d'une inondation locale survenue plus tard dans l'année. Voir le rapport de la CCNUCC (en anglais). (2023). *Ethiopia: Drought Impacts and Displacement Assessment*. Consulté en juillet 2024. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Ethiopia_LDC%20Group_Ethiopia%20drought%20impacts.pdf (2024). *Conflict, climate change and displacement in the Somali Region of Ethiopia*. Humanitarian Practice Network. Consulté en juillet 2024. <https://odihpn.org/en/publication/conflict-climate-change-and-displacement-in-the-somali-region-of-ethiopia/>
- ¹⁰ Au Niger, des inondations survenues entre juin et septembre 2023 durant la saison des pluies ont elles seules touché plus de 170 000 personnes, notamment dans des régions comme Maradi, Tahoua et Tillabéri. En outre, 5 680 personnes ont été touchées par des inondations à Maradi, Tahoua et Tillabéri, et les dynamiques générales indiquent que près de 250 000 personnes ont été touchées par des inondations chaque année au cours des dernières années. Voir ReliefWeb. (2023). *Niger Assistance Overview*. Consulté en juillet 2024. <https://reliefweb.int/report/niger/niger-assistance-overview-november-2023>; ACAPS. (2024). *Flooding in Niger briefing note*. Consulté en juillet 2024. https://www.acaps.org/fileadmin/Data_Product/Main_media/20240830_ACAPS_Briefing_note_Flooding_in_Niger.pdf
- ¹¹ À la fin de l'année 2023, la Somalie a été confrontée à l'une des pires inondations des dernières décennies durant la saison du deyr qui a touché 2,48 millions de personnes. Elle a aussi déplacé 1,2 million de personnes et causé au moins 118 décès dans différentes régions, notamment à

Hiran. Pendant ce temps, Togdheer et ses environs étaient toujours confrontés à des sécheresses récurrentes qui ont dévasté les moyens de subsistance des éleveurs/euses. Voir : Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) (2023). *Somalia: 2023 Deyr Season Floods Situation Report No. 5*. Consulté en juillet 2024.

<https://www.unocha.org/publications/report/somalia/somalia-2023-deyr-season-floods-situation-report-no-5-24-december-2023>; SODMA. (2023). *Deyr Floods 2023 – Situation Report*. Consulté en juillet 2024. <https://sodma.gov.so/wp-content/uploads/2024/08/SoDMA-Deyr-Floods-2023.pdf>

¹² Oxfam. (2024) *Burkina Faso Climate, Conflict and Fragility assessment*. op. cit.

¹³ Ibid. p.19.

¹⁴ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité en Éthiopie

¹⁵ Goodman. (2024). Discours : *Moving From Climate Change as a 'Threat Multiplier' to Climate Action as a 'Peace Multiplier'*. op. cit.

¹⁶ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité en Éthiopie. p.19. op. cit.

¹⁷ Au Burkina Faso, la médiation traditionnelle implique un large éventail d'acteurs locaux et pas seulement les aîné·es. Les chef·fes de village et les chef·fes fonciers/ères, ainsi que les forgerons, sont investi·es d'une forte autorité en matière de médiation en raison de leur autorité symbolique en tant que « maîtres de la terre » et « maîtres du feu ». À Kongoussi, les femmes jouent également un rôle spécifique dans la résolution des conflits grâce aux poug-tampa, des groupes de tantes et de belles-sœurs qui interviennent dans les disputes au sein des familles et entre elles. Ces groupes sont respectés pour leur capacité à restaurer l'harmonie sociale. Voir l'évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité au Burkina Faso, (2024). pp. 37–38. op. cit.

¹⁸ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité en Éthiopie. p.6. op. cit.

¹⁹ Oxfam. (2024). Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité au Tchad. p.33. op. cit.

²⁰ Ibid. p.46.

²¹ Ibid. p.33, 47.

²² Oxfam. Évaluation des impacts climatiques, des conflits et de la fragilité au Burkina Faso (2024). p.54-55. op. cit.

²³ Oxfam. (2024) *Burkina Faso Climate, Conflict and Fragility assessment*. op. cit.

Documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travaux en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne traduisent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur-e et pas forcément celles d'Oxfam.

Ce rapport a été rédigé par Adina Nerghes avec la contribution et les commentaires de Thomas Reeve. Pour l'élaboration du rapport et les évaluations nationales originales sur lesquelles il s'appuie, Oxfam remercie Oxfam Hong Kong, Innovations for Poverty Action (IPA), CONAJEC (La Coopération Nationale des Jeunes pour l'Environnement et le Climat), Centre pour la Recherche Humanitaire (CRH), Elijah Mulumba (Candlelight), Hawo Yusuf Isse, Hussein Abdi, Mukhtar Hussein Ali (Ethiopia Somali Development Association), Action pour le Développement des Initiatives Locales (ADLI), Abdourahamane Malam Saley, Inti Alher, Raynatou Sita Yacouba, Yabilan Saibou Oumarou (International Alert), Siad Darwish (Wayfare Consulting), Nguyen Quang Thai, Séverin Wangre, Patricia Ouedraogo, Haoua Ouattara, Nassiri Nikiema, Nina Tapsoba, Azeita Koussoube, Ousmane Diallo, Sosthene Konate, Ramatou Kane, Ali Tchiroma, Moustapha Moussa, Issoufou Abdou Djibo, Awaiss Yahaya, Tahp Yassine Fadoul, Nimaan Arab Ali, Alemayehu Lebeta, Edelegnaw Agegn, Elias Kebede, Rahel Bekele, Muktar Hassen, Ahmed Abdi, Mohamed Haibe, et les autorités locales et les services techniques chargés de l'environnement, de l'agriculture, de l'eau et de l'action humanitaire dans les communes de Bama et Kongoussi. Enfin, cette étude a été financée en partie par le Ministère néerlandais des Affaires étrangères, auquel nous souhaitons exprimer notre gratitude.

Pour en savoir plus ou donner votre avis concernant le rapport, nous vous invitons à écrire à : treeve1@oxfam.org.uk.

© Oxfam International 2026

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. E-mail policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International en février 2026. DOI: 10.21201/2026.000117

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou consulter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Pilipinas (www.oxfam.org.ph)